



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement,
sur le zonage d'assainissement de la commune de
Saint-Julien-de-Briola (Aude)**

N°saisine : 011517/KK PP

Date : 17 février 2026

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du Code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 19 juillet 2023, 4 septembre 2023, 20 décembre 2023, 29 août 2024, 25 novembre 2024, et 3 septembre 2025 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 25 août 2025, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°011517/KK PP;**
- **zonage d'assainissement de la commune de Saint-Julien-de-Briola (Aude) ;**
- **déposée par la communauté de communes Piège-Lauragais-Malepère ;**
- **reçue le 08 janvier 2026 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 09 janvier 2026 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude en date du 09 janvier 2026 ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la communauté de communes Piège-Lauragais-Malepère engage la mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Julien-de-Briola suite à l'élaboration du schéma directeur d'assainissement communal (SDA) et prévoit :

- le maintien des zones raccordées à la station d'épuration communale au sein du zonage collectif ;
- le maintien du reste de la commune en assainissement non collectif (ANC) ;

Considérant que le nouveau zonage devra, d'une part, intégrer la station d'épuration mise en service en 2017, dont les caractéristiques et capacités conditionnent l'organisation et le dimensionnement des dispositifs d'assainissement, et, d'autre part, se substituer à la cartographie du zonage actuellement en vigueur, laquelle n'est plus disponible au sein des archives de la collectivité ;

Considérant la population de la commune représentant 79 habitants en 2023 (INSEE) ;

Considérant que sur le territoire, les départs en vacances compensent l'arrivée des vacanciers, ces derniers n'étant donc pas à l'origine de période de pointe estivale à prendre en compte dans le dimensionnement des installations ;

Considérant que l'urbanisation de la commune est régie par le règlement national d'urbanisme ;

Considérant que l'assainissement collectif de la commune est assuré par deux stations d'épuration de type filtres plantés de roseaux, mises en service en 2017 pour le village (50 EH) et en 2012 pour le hameau des Bonnerys (30 EH) ;

Considérant qu'au regard des charges actuellement constatées — comprises entre 20 % et 35 % de la charge hydraulique et entre 13 % et 22 % de la charge organique — ces ouvrages disposent de marges résiduelles significatives leur permettant d'absorber les besoins liés à la population existante ainsi qu'aux évolutions démographiques potentielles ;

Considérant que le schéma directeur d'assainissement de Saint-Julien-de-Briola relève l'absence d'entrées d'eaux claires parasites et que les stations d'épuration, correctement dimensionnées et en bon état de fonctionnement, ne nécessitent pas de travaux à court ou moyen terme, à l'exception du renouvellement à long terme de la station du hameau des Bonnerys en raison de sa vétusté ;

Considérant que sur les 58 logements du territoire communal, 21 disposent de l'assainissement non collectif (ANC) ;

Considérant que la majorité des installations d'assainissement non collectif de la commune (15 sur 21) ne sont pas conformes ;

Considérant toutefois que ces installations ne présentent aucun risque pour la sécurité sanitaire ni défaut d'équipement ;

Considérant que la communauté de communes s'est engagée début 2025 dans la modification du règlement du service public d'assainissement non collectif (SPANC) qui

doit s'appliquer à compter d'avril 2026, pour imposer des pénalités aux propriétaires qui ne mettront pas en conformité leur installation d'ANC ;

Considérant par ailleurs que conformément au règlement du SPANC en vigueur, les nouvelles installations d'ANC seront étudiées et validées par le SPANC ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de zonage d'assainissement portant sur la commune de Saint-Julien-de-Briola limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE susvisée ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de zonage d'assainissement de la commune de Saint-Julien-de-Briola, objet de la demande n°011517/KK PP, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le portail de l'autorité environnementale : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr>.

Fait à Montpellier, le 13/02/2026
Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation

Signé

Stéphane PELAT
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 place Emile Blouin - CS 10008

31 952 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.